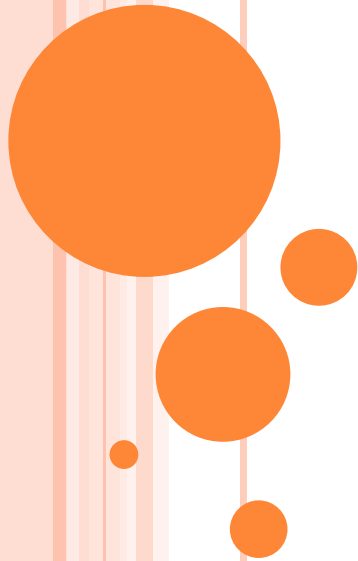


CHAPITRE LES MODALITÉS DE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE



SOMMAIRE

- **I. La situation financière des agents économiques**
- **II. Les besoins de financement des agents**
- **III. Les capacités de financement des agents**
- **IV. Le financement direct**
- **V. Le financement indirect**



○ I. La situation financière des agents économiques

- Dans l'exercice de leur activité, les agents économiques rencontrent des besoins de financements (dépenses de consommation par exemple) et disposent de ressources financières (revenus du travail par exemple), ou capacités de financement.
 - En calculant le solde des besoins et des capacités, on constate que certains agents rencontrent un besoin net de financement – c'est généralement le cas des entreprises –, alors que d'autres dégagent une capacité de financement – c'est le cas des ménages. La situation financière d'un agent apparaît donc comme la différence entre ses ressources propres et ses dépenses sur une période donnée.
- Le financement interne est possible lorsqu'un agent économique dispose d'une capacité de financement. C'est le cas pour les entreprises qui recourent à l'autofinancement en matière d'investissement, à partir des bénéfices réalisés par le passé. Ce type de financement ne coûte rien : il permet d'éviter de s'endetter et donc de payer des intérêts.

○ II. Les besoins de financement des agents

- D'une manière générale, les agents ont des besoins de financement à court terme, qui proviennent des décalages entre leurs recettes et leurs dépenses. C'est bien entendu le cas des entreprises qui doivent parfois payer leurs salariés avant même d'avoir perçu le montant des ventes réalisées, mais c'est aussi le cas de l'État qui a des dépenses régulières alors que les impôts, comme l'impôt sur le revenu, n'ont pas encore été prélevés.
- De la même manière, les ménages peuvent avoir une dépense importante à réaliser avant la perception de leur revenu.



○ II. Les besoins de financement des agents

- Ensuite, les agents connaissent des besoins de financement à long terme du fait des investissements qu'ils réalisent. Pour une entreprise, l'investissement constitue en effet une dépense immédiate dont on espère qu'elle génèrera des recettes futures supérieures à la somme dépensée.
- Pour réaliser ce pari, l'entreprise doit bien souvent dépenser aujourd'hui plus que les ressources dont elle dispose. C'est aussi le cas de l'État lorsqu'il investit dans la construction d'infrastructures, ou des ménages lorsqu'ils achètent un logement.



○ III. Les capacités de financement des agents

- Si l'activité économique nécessite des ressources, elle permet également d'en dégager. Ainsi, les agents économiques disposent-ils de ressources propres, c'est-à-dire de capacités de financements qu'ils peuvent affecter à la couverture de leurs besoins de financement.
- Les ménages perçoivent ainsi des revenus, et disposent également d'une épargne accumulée par le passé. Les entreprises ont des recettes issues de leurs ventes, et peuvent avoir mis en réserve des bénéfices. L'État lui-même dispose de recettes fiscales.
- Pour l'ensemble de la nation, la somme des capacités et des besoins de financement de tous les agents peut faire ressortir deux cas : un besoin de financement de la nation qui peut être couvert en faisant appel à l'épargne étrangère, une capacité de financement de la nation qui peut donner lieu à des prêts à des non-résidents.



○ IV. Le financement direct

• Un financement par les marchés financiers

- La rencontre entre agents à besoins et agents à capacités de financement est dans ce cas directe. Elle a lieu sur les marchés financiers où s'échangent les titres qui permettent aux entreprises d'obtenir des ressources financières : elles procèdent à un appel public à l'épargne. Le lieu de rencontre est le marché primaire, le marché secondaire n'étant guère plus qu'un marché d'occasion, la bourse, où s'échangent des titres anciennement émis. Un financement par échange de titres financiers.
- Parmi les titres qui s'échangent sur les marchés financiers, on trouve tout d'abord les actions, qui représentent chacune une part de la propriété du capital de la société, et qui permettent d'obtenir une part des bénéfices réalisés par la société, le dividende. Elles confèrent également un droit de vote à l'assemblée générale des actionnaires.
- Il existe également des obligations qui représentent chacune la fraction d'un emprunt dit obligataire, ce sont des titres de créance. Les obligations sont émises pour une durée fixée à l'avance et donnent droit à une rémunération, en général fixe, calculée à partir d'un taux d'intérêt arrêté à l'avance.

○ V. Le financement indirect

- **Le financement par l'intermédiaire des banques**
- La rencontre entre agents à besoins et agents à capacités de financement n'est pas directe mais suppose des intermédiaires : les banques. Celles-ci reçoivent des dépôts, c'est-à-dire des ressources financières inemployées, qu'elles peuvent mettre à la disposition des agents à besoins de financement. Dans l'allocation de l'épargne deux transactions apparaissent : une transaction entre l'épargnant et la banque tout d'abord, puis une transaction entre la banque et l'emprunteur.
- Au-delà de l'épargne disponible dans l'économie, les banques ont le pouvoir de créer de la monnaie pour combler les besoins de financements : le financement indirect est bien souvent un financement monétaire en ce sens où il relève en partie de la création monétaire. C'est un financement essentiellement par le biais du crédit.



○ V. Le financement indirect

- Le financement indirect suppose que les banques transforment des prêts à court terme que les épargnants accordent aux banques en des crédits à long terme que les banques délivrent aux entreprises, par exemple. Les épargnants souhaitent en effet pouvoir disposer de leur épargne assez facilement : ils préfèrent ne s'en séparer qu'à court terme.

Les entreprises désirent rembourser sur la durée de leurs investissements, en général à long terme. Les banques transforment alors un prêt de court terme en un prêt de long terme.

- En outre, en procédant de la sorte, les banques endossent en partie le risque de prêt. Elles sont mieux informées que l'épargnant sur la solvabilité des emprunteurs et peuvent même mutualiser les risques.

D'ailleurs, le taux d'intérêt, qui n'est autre que le prix du crédit, varie proportionnellement au risque de défaillance de l'emprunteur estimé par la banque. Ce risque de défaillance, pour un emprunt immobilier, dépend lui-même de la durée du prêt et de l'apport personnel de l'emprunteur, en plus de la part que représente le remboursement dans le revenu ce celui-ci.

